

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1903.

Proposition de loi complétant l'article 2 de la loi du 18 mars 1886, portant augmentation du nombre des notaires dans les cantons de Saint-Josse-ten-Noode, d'Ixelles et de Molenbeek-Saint-Jean (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

La loi du 25 ventôse an XI, qui est aujourd'hui centenaire, n'a pas échappé aux ravages du temps.

A plusieurs reprises déjà, le Parlement s'est occupé d'en rajeunir certaines parties caduques.

Une proposition, modifiant profondément cette vénérable loi organique du notariat, fut même adoptée par le Sénat, dans sa séance du 15 mars 1876 et transmise à la Chambre, où elle fit l'objet d'un contre-projet du Gouvernement, rapporté par l'honorable M. Drubbel, le 5 juillet 1877. Ce rapport demeure inscrit depuis lors au « Tableau des projets et des propositions de lois dont la Chambre est saisie ».

Parmi les réformes que comportait ce contre-projet du Gouvernement, figurait une disposition étendant la juridiction territoriale des notaires de plusieurs communes voisines de Bruxelles. L'article 5 de la loi de ventôse dispose, en effet, que les notaires exercent leurs fonctions de la façon suivante : « Ceux des villes où est établi le tribunal d'appel, dans l'étendue du ressort de ce tribunal. Ceux des villes où il n'y a qu'un tribunal de 1^{re} instance, dans l'étendue du ressort de ce tribunal. Ceux des autres communes, dans l'étendue du ressort du tribunal de paix. »

Or, le contre-projet dérogeait à cette disposition pour les notaires résidant dans les communes d'Ixelles, de St-Gilles, d'Anderlecht, de Molenbeek-

(1) Proposition de loi, n° 227 (session de 1902-1903).

(2) La section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. DE SADELEER, COLAERT, DE JAER, CARTON DE WIART, JANSON et FERON.

St-Jean, de Laeken, de St-Josse-ten-Noode et de Schaerbeek. La juridiction de ces notaires, en vertu de l'article 3, était étendue à chacune de ces communes et à la ville de Bruxelles.

L'honorable rapporteur, M. Drubbel, défendait cette dérogation de la manière suivante :

« Cette disposition, qui réunit, au point de vue du ressort notarial, les faubourgs à la ville de Bruxelles, se justifie par la considération que ces faubourgs ont acquis aujourd'hui une importance qui égale, si elle ne la dépasse pas, celle de la ville : leur population est même plus élevée ; on y rencontre des personnes qui ont autant de fortune et qui traitent autant d'affaires, et des affaires aussi considérables, que celles qui demeurent dans l'enceinte des boulevards. »

La loi du 18 mars 1886, qu'il s'agit aujourd'hui de modifier, recueillit cette réforme fragmentaire.

En même temps qu'elle augmentait le nombre des notaires dans les cantons de Saint-Josse-ten-Noode, d'Ixelles et de Molenbeek-Saint-Jean, en se fondant sur ce que ce nombre, tel qu'il était limité par l'article 51 de la loi du 25 ventôse an XII, n'était plus en rapport avec l'importance acquise par ces cantons, elle tenait compte de ce que « les communes d'Ixelles, Saint-Gilles, Anderlecht, Molenbeek-Saint-Jean, Laeken, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek et Etterbeek se trouvent, ainsi que le dit l'Exposé des motifs signé par l'honorable M. Devolder, ministre de la Justice, dans une situation toute spéciale, formant avec la ville une agglomération dont les intérêts se confondent. » En conséquence, l'article 2 de cette loi autorise les notaires résidant dans ces huit communes, qu'il considère comme appartenant à l'agglomération bruxelloise, à instrumenter dorénavant sur tout le territoire de l'agglomération.

On remarquera que la loi ajoute une commune nouvelle, celle d'Etterbeek, aux sept communes qui étaient visées par le projet du Gouvernement de 1877.

D'ailleurs, l'article 2 ajoute, en vue de prévenir les inconvénients que l'esprit de concurrence pourrait engendrer entre les notaires des faubourgs et ceux de la capitale, inconvénients dont la courte application de la loi de 1791 avait permis de constater la gravité : « Les actes reçus par les dits notaires (des huit communes précitées), en dehors du canton de leur résidence, et sur le territoire de Bruxelles, seront taxés d'après le tarif applicable aux notaires de 1^{re} classe. »

La liste des communes dont les notaires bénéficient de cet accroissement de juridiction, doit-elle être complétée ?

Les circonstances actuelles justifient-elles l'admission d'autres communes aux avantages de la loi du 18 mars 1886 ?

Dans la séance du 24 juillet 1903, les honorables MM. De Jaer, de Sadeleer, Hymans, Lemonnier, Nerinx et Vander Linden ont saisi la Chambre d'une proposition de loi dont l'article unique complète l'article 2 de la loi du 18 mars 1886 par l'adjonction du seul mot de « Koekelberg » après le mot « Schaerbeek ».

L'honorable M. De Jaer, auteur des développements qui accompagnent cette proposition, fait remarquer que l'omission du mot « Koekelberg » dans l'article 2 doit être attribuée à cette seule circonstance que le notariat de Koekelberg n'était pas encore créé lorsque la loi de 1886 a été faite. « Si ce notariat avait alors existé, écrit-il, la commune de Koekelberg, qui fait incontestablement partie de l'agglomération bruxelloise, eût été citée au même titre que toutes les autres communes de l'agglomération. »

* * *

Les sections de la Chambre, convoquées le 27 novembre 1903 pour examiner cette proposition, l'adoptèrent à l'unanimité.

Les procès-verbaux ne relatent pas d'autres observations que la décision prise par l'une des sections de soumettre à la section centrale la question de savoir s'il ne faut pas étendre aux communes d'Uccle et de Forest la proposition faite en faveur de Koekelberg.

S'il s'agit, dit-on, de mettre au point la loi de 1886, il faut faire justice complète, et les motifs invoqués il y a dix-sept ans en faveur de huit communes voisines de Bruxelles doivent valoir aujourd'hui aux communes de Koekelberg, d'Uccle et de Forest le bénéfice de la juridiction étendue.

A son tour, la section centrale ne borna pas son examen à la situation de la commune de Koekelberg, ni même à celle des communes d'Uccle et de Forest. Elle rechercha si les communes de Woluwe-Saint-Lambert et de Jette-Saint-Pierre peuvent aussi prétendre, par analogie de motifs, aux mêmes avantages. Cet examen l'occupa pendant deux séances, à l'une desquelles M. le Ministre de la Justice voulut bien assister.

* * *

La solution de ces questions est dominée, pour chacun des cas ainsi envisagés, par des considérations de fait.

En effet, les mots « agglomération bruxelloise », n'ont point de signification légale bien précise.

« L'ancienne *banlieue* de Bruxelles, disent MM. Henne et Wauters dans leur *Histoire de la ville de Bruxelles*, se composait de huit parties : Saint-Josse-ten-Noode et Ixelles, dont les églises étaient des succursales de Sainte-Gudule ; Schaerbeek, Saint-Gilles, Forêt, Anderlecht, Molenbeek et Laeken. L'arrêté du comité du salut public, réglant la nouvelle circonscription de la Belgique, en date du 14 fructidor an III, et le concordat de 1801, les ont toutes érigées, le premier en communes, le second en paroisses (1). »

L'opinion de MM. Henne et Wauters a été judiciairement confirmée lors d'une action introduite par la ville de Bruxelles et tendant à faire contribuer les *cures* de sa banlieue aux dettes contractées pendant l'union, action qui a été déclarée prescrite par un jugement du tribunal civil de Bruxelles du

(1) HENNE et WAUTERS, *Histoire de la ville de Bruxelles*, t. III, p. 20. Bruxelles, 1845. Voir aussi les *Lettres patentes* d'Albert et Isabelle du 27 janvier 1614, l'arrêt du Conseil souverain de Brabant du 4 mars 1748 et l'*Ordonnance de police* du 6 décembre 1789.

18 juillet 1846 (1). Il fut jugé à cette occasion que l'ancienne banlieue de Bruxelles comprenait le territoire de la ville et des huit communes limitrophes : Saint-Gilles, Schaerbeek, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Anderlecht, Saint-Josse-ten-Noode, Ixelles et Forest (2).

Il est à remarquer que Koekelberg non plus qu'Etterbeek n'étaient compris dans cette banlieue, tandis que Forest en faisait partie.

On peut signaler aussi qu'un arrêté royal du 28 décembre 1893, pris en exécution de la loi du 18 juillet 1893, accorde aux habitations ouvrières situées dans les communes d'Anderlecht, de Molenbeek-Saint-Jean, de Schaerbeek, de Saint-Josse-ten-Noode, d'Ixelles, de Saint-Gilles et d'Etterbeek, — du moins dans les parties de ces communes qui forment avec la ville de Bruxelles une même agglomération, — le même taux d'exemption du chef de la contribution personnelle et des taxes provinciales et communales à raison de la valeur locative, des portes et fenêtres, et du mobilier, qu'aux habitations ouvrières de la ville de Bruxelles (3).

Dans cet arrêté, la commune de Laeken n'est point citée.

Ces exemples suffisent à établir l'absence de toute règle précise et dérisive dans cette question, et la nécessité de recourir aux faits pour la résoudre dans chaque cas déterminé.

KOEKELBERG.

Les motifs invoqués par les honorables auteurs de la proposition de loi en faveur de l'admission de cette commune au bénéfice de la loi de 1886, sont les suivants :

« 1° Le bourgmestre de Koekelberg est appelé à prendre part, à l'Hôtel de ville de Bruxelles, à toutes les réunions des bourgmestres de l'agglomération ;

» 2° Le tarif des voitures de place de Bruxelles est applicable à tout le territoire de Koekelberg ;

» 3° La question est officiellement résolue par les arrêtés royaux du 16 février 1880 et du 8 septembre 1891, relatifs aux legs Roeder de Grimberghe fait pour l'érection d'un hospice destiné aux enfants rachitiques, à Middelkerke.

» 4° Un arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant, en date du 5 octobre 1898, relatif à une question d'hospitalisation qui avait soulevé un conflit entre les communes d'Anderlecht et de Koekelberg contient, de son côté, l'attendu suivant :

« Attendu que la commune de Koekelberg *forme agglomération* non seulement avec Molenbeek mais encore avec Anderlecht et que, pour les indigents ayant leur domicile de secours *dans les communes formant agglomé-*

(1) *Belgique judiciaire*, IV, (1846), p. 1196.

(2) *Pand. belg.*, t. XIV, v° Bruxelles, n° 10.

(3) *Ann. parl.*, Chambre des Représentants, session 1900-1901, p. 2866.

» *ration avec la commune qui possède l'hôpital, il est réclamé le prix de la*
» *journée fixé pour celui-ci ;*

» Arrête :

» La commune de Koekelberg est tenue de rembourser aux hospices
» d'Anderlecht les frais de traitement des indigents prénommés d'après le
» taux fixé pour l'hôpital d'Anderlecht. »

Ces divers motifs, auxquels s'ajoute cette considération de fait qu'une partie importante de Koekelberg forme aujourd'hui avec Bruxelles une suite non interrompue d'habitations, a déterminé la section centrale à adopter à l'unanimité la proposition dont elle était saisie.

FOREST.

Cette commune, qui faisait partie de la banlieue de Bruxelles, ainsi qu'il a été dit plus haut, est portée au recensement du 31 décembre 1902 pour 11,896 habitants, population un peu supérieure à celle de Koekelberg.

S'il faut entendre par « agglomération » une suite non interrompue d'habitations partant d'un centre, il y a lieu de remarquer qu'il n'existe aucune solution de continuité entre Bruxelles et la très importante agglomérée du nouveau quartier du pont de Luttre, située à quelques minutes de marche de la gare du Midi.

L'administration des chemins de fer de l'État ne fait la remise à domicile des colis arrivant à la gare de marchandises (Allée-Verte) que dans l'agglomération bruxelloise, et tout le quartier de l'avenue Van Volxem, de la rue de Mérode prolongée, et rues adjacentes, le tout sous Forest, jouit de cet avantage.

La Banque Nationale fait, dans la plus grande partie du nouveau quartier du pont de Luttre, protester ses effets impayés par les huissiers instrumentant pour elle, alors que précédemment ces protêts étaient faits par les agents de la poste, ainsi que ce dernier mode se pratique pour la campagne.

Les compagnies d'assurances allouent à leurs agents de Forest le tarif de faveur des agents de l'agglomération et le refusent à ceux de la campagne.

Les voitures de place de Bruxelles doivent, au prix du tarif de l'agglomération bruxelloise, transporter les voyageurs avenue Van Volxem jusqu'à l'avenue du Moulin.

Ces divers motifs ont décidé la section centrale à accepter, par 3 voix et une abstention, l'extension à Forest de la modification légale demandée par Koekelberg. Il n'est pas douteux que le public, qui a fréquemment des intérêts à la fois à Forest et dans une autre commune de l'agglomération, ne trouve avantage à cette solution.

UCCLE.

C'est en s'inspirant de considérations analogues, que la section centrale a également admis, par 3 voix et une abstention, la juridiction étendue au profit des notaires résidant dans la commune d'Uccle.

Cette commune en plein développement, dont la population s'élève déjà à plus de 19,000 habitants, est reliée à l'agglomération bruxelloise d'un côté par l'avenue Brugmann, et de l'autre côté par la chaussée d'Alseberg; d'autre part, les hameaux très importants de Vleurgat et du Longchamps, adossés au faubourg d'Ixelles et au territoire de Bruxelles, font également partie du territoire d'Uccle.

L'avenue Brugmann forme le prolongement de la chaussée de Charleroi. Elle s'étend, sans interruption appréciable entre les habitations et dans l'ordre de leur désignation, sous les communes de Saint-Gilles, Forest, Ixelles et Uccle.

Les notaires d'Uccle cessent de pouvoir instrumenter dans la partie plus rapprochée de leur résidence située sous Ixelles, pour reprendre leur juridiction dans la partie plus éloignée appartenant à la commune de Forest.

En outre, la chaussée d'Alseberg et plusieurs avenues et rues reliant cette artère à l'avenue Brugmann et cette dernière voie au Bois de la Cambre, sont bordées par des habitations se succédant à de courts intervalles, de sorte qu'on peut dire que toute la zone s'étendant entre le Bois de la Cambre et la chaussée d'Alseberg fait partie intégrante de l'agglomération bruxelloise. Les habitations y sont occupées pour la plupart par des personnes ayant des intérêts commerciaux et industriels à Bruxelles et dans les faubourgs, et les notaires d'Uccle, auxquels ces personnes confient leurs intérêts, sont appelés fréquemment à recevoir des actes dans l'agglomération où ils ne peuvent instrumenter.

C'est ainsi que souvent des propriétaires d'immeubles situés à Uccle, exigent que la vente publique de ces immeubles soit faite dans la salle des ventes par notaires à Bruxelles.

C'est ainsi encore que les notaires d'Uccle ne peuvent instrumenter dans leurs bureaux d'enregistrement et de succession, tous deux situés à Ixelles, lorsque l'intervention du receveur des droits d'enregistrement ou de succession est requise, par exemple, dans les actes de cautionnement, mainlevées, etc.

Ils doivent également demander le ministère d'un confrère de la ville ou des faubourgs, lorsqu'il s'agit de ventes de terrains situés à Uccle par certaines sociétés ayant leur siège dans l'agglomération bruxelloise et par des sociétés de crédit et de prêts se trouvant dans les mêmes conditions.

Dans ces différents cas où les notaires d'Uccle sont obligés de recourir au ministère d'un confrère compétent, les intéressés n'acceptent pas toujours, sans déplaisir, l'intervention d'un notaire qu'il n'ont pas appelé et qui leur est inconnu.

L'intérêt général souffre donc de cette situation et justifie la réforme adoptée par la section centrale.

JETTE-SAINT-PIERRE ET WOLUWE-SAINT-LAMBERT.

Ces deux communes perdent peu à peu leur caractère de communes rurales pour se confondre de plus en plus avec l'agglomération bruxelloise.

Cette fusion n'est point telle cependant que la section centrale ait jugé opportun de demander actuellement à la Chambre leur assimilation aux communes à juridiction étendue.

Le Président,

ED. NERINCX.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.



Texte amendé par la section centrale.

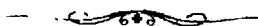
ARTICLE UNIQUE.

L'article 2 de la loi du 18 mars 1886 est complété par l'adjonction des mots « Koekelberg, Forest, Uccle » après le mot « Schaerbeek ».

Tekst door de middenafdeeling gewijzigd.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 2 der wet van 18 Maart 1886 wordt aangevuld door toevoeging van de woorden : « Koekelberg, Vorst, Ukkel » achter het woord : « Schaarbeek ».



(N^o 45.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1903.

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 2 der wet van 18 Maart 1886, houdende vermeerdering van het getal notarissen in de kantons Sint-Joos—ten-Oode, Elsene en Sint-Jans—Molenbeek (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIART.

MIJNE HEEREN,

De wet van 25 ventôse jaar XI, die thans eene eeuw telt, ontsnapte niet aan den tand des tijds.

Herhaaldelijk heeft het Parlement getracht ze in sommige van hare verzwakte gedeelten te verjongen.

Zelfs werd een voorstel tot grondige wijziging van deze aloude organieke wet op het notariaat den 15ⁿ Maart 1876 door den Senaat aangenomen en overgemaakt aan de Kamer, waar de Regeering een tegenontwerp indiende, waarover den 5ⁿ Juli 1877 verslag werd uitgebracht door den achtbaren heer Drubbel. Sedert staat dit verslag op de « Tabel der wetsontwerpen en voorstellen, bij de Kamer ingediend ».

Onder de hervormingen, behorende tot dit tegenontwerp der Regeering, kwam eene bepaling voor, waarbij de gebiedsbevoegdheid der notarissen van verschillende gemeenten in de nabijheid van Brussel werd uitgebreid. Trouwens, artikel 5 der wet van ventôse bepaalt dat de notarissen hun ambt zullen vervullen op de volgende wijze : « Diegene in steden waar slechts eene rechtbank van eersten aanleg bestaat, in den omvang van het gebied dier rechtbank. Diegene in andere gemeenten, binnen den omvang van het gebied van den vrederechter. »

(1) Wetsvoorstel, n^o 227 (zittingsjaar 1902-1903).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren DE SADELBER, COLAERT, DE JAER, CARTON DE WIART, JANSON EN FERON.

Welnu, het tegenontwerp week van deze bepaling af voor de notarissen verblijvende ter gemeenten Elsené, Sint-Gillis, Anderlecht, Sins-Jans-Molenbeek, Laken, Sint-Joos-ten-Oode en Schaarbeek. Naar luid van artikel 3, werd het ambtsgebied dier notarissen uitgebreid tot elke van die gemeenten en tot de stad Brussel.

De achtbare verslaggever, de heer Drubbel, verdedigde deze afwijking op de volgende wijze :

« Deze bepaling, welke voor het ambtsgebied der notarissen de voorsteden vereenigt met de stad Brussel, wordt gebillijkt door deze overweging dat die voorsteden thans zoo aanzienlijk zijn geworden als de stad zelve, zooniet meer : zelfs hebben zij meer bevolking; men vindt er personen die zooveel fortuin hebben, zooveel en zulke aanzienlijke zaken drijven als zij die binnen den kring der buitenlanen wonen. »

In de wet van 1886, die thans dient gewijzigd te worden, werd deze gedeeltelijke hervorming opgenomen.

Zij verhoogde 't getal notarissen in de kantons Sint-Joos-ten-Oode, Elsené en Sint-Jans-Molenbeek, omdat dit getal, zooals het was beperkt bij artikel 34 der wet van ventôse jaar XII, niet meer overeenkwam met den omvang door deze kantons verworven, doch lette tevens hierop dat « de gemeenten Elsené, Sint-Gillis, Anderlecht, Sint-Jans-Molenbeek, Laken, Sint-Joos-ten-Oode, Schaarbeek en Etterbeek, zooals werd gezegd in de door den achtbaren heer Devolder, minister van justitie, onderteekende Memorie van toelichting, verkeerden in een gansch bijzonderen toestand, doordien zij met de stad een geheel vormen, met ineenloopende belangen ». Bijgevolg machtigt artikel 2 van die wet de notarissen, verblijvende in deze acht gemeenten, die het beschouwt als behorende tot Brussel en voorsteden, voortaan hun ambt uit te oefenen op gansch het grondgebied van dien omvang.

Men zal opmerken dat de wet eene nieuwe gemeente, Etterbeek, toevoegt aan de zeven gemeenten, bedoeld door het ontwerp der Regeering van 1877.

Om de bezwaren te voorkomen, die door mededingingszucht kunnen ontstaan tusschen de notarissen der voorsteden en der hoofdstad, zooals werd ondervonden bij de kortstondige toepassing der wet van 1791, voegt artikel 2 er overigens bij : « De akten, verleden voor gemelde notarissen (der acht voormelde gemeenten) buiten het kanton hunner verblijfplaats en op het grondgebied van Brussel, worden getaxeerd naar het tarief dat van toepassing is op notarissen 1^{te} klasse. »

Moet de lijst der gemeenten, welker notarissen voordeel vinden bij deze vergrooting van gebied, worden aangevuld?

Vergen de bestaande omstandigheden dat nog andere gemeenten worden toegelaten tot het voordeel der wet van 18 Maart 1886?

Ter vergadering van 24 Juli 1903, hebben de achtbare heeren De Jaer, De Sadeleer, Hymans, Lemonnier, Nerinx en Van der Linden bij de Kamer een wetsvoorstel ingediend, waardoor artikel 2 der wet van 18 Maart 1886 wordt aangevuld door toevoeging van het enkele woord « Koekelberg » na het woord « Schaarbeek ».

De achtbare heer De Jaer, schrijver van de toelichting van dat voorstel, doet opmerken dat de weglating van het woord « Koekelberg » uit artikel 2 enkel is te wijten aan deze omstandigheid dat het notariaat Koekelberg nog niet bestond, toen de wet van 1886 werd gemaakt. « Hadde het toen bestaan, zoo schrijft hij, Koekelberg, dat onbetwistbaar deel uitmaakt van den Brusselschen omtrek, ware vermeld geworden evenals al de andere gemeenten van dien omtrek. »

*
* * *

De afdeelingen der Kamer, den 27ⁿ November 1903 bijeengeroepen om dit voorstel te onderzoeken, namen het eenparig aan.

De verslagen vermelden geene andere opmerkingen dan de beslissing, door eene der afdeelingen genomen, om aan de Middenafdeeling de vraag te onderwerpen of het voorstel, gedaan ten voordeele van Koekelberg, niet dient uitgestrekt te worden tot de gemeenten Ukkel en Vorst.

Wil men, zoo wordt gezegd, de wet van 1886 volledig maken, dan hoeft er volkomen recht te worden gepleegd en moeten de redenen, zeventien jaar geleden ingeroepen ten voordeele van acht gemeenten in de nabijheid van Brussel, thans gelden om de gemeenten Koekelberg, Ukkel en Vorst het voordeel der uitgestrekte ambtsbevoegdheid te doen genieten.

Harerzijds bepaalde de Middenafdeeling haar onderzoek niet tot den toestand der gemeente Koekelberg, noch zelfs tot dien van de gemeenten Ukkel en Vorst. Ook onderzocht zij of de gemeenten Sint-Lamberts-Woluwe en Sint-Pieters-Jette, om dezelfde redenen, aanspraak mogen maken op dezelfde voordeelen. Dit onderzoek hield haar bezig gedurende twee zittingen, die door den heer Minister van Justitie werden bijgewoond.

*
* * *

Tot het oplossen van die vragen, dient, voor elk der aldus beschouwde gevallen, vooral rekening te worden gehouden met de feiten.

Trouwens, de woorden « Brussel en voorsteden », hebben geene duidelijke wettelijke beteekenis.

« De oude *omtrek* van Brussel, zeggen de heeren Henne en Wauters in hunne *Histoire de la ville de Bruxelles*, bestond uit acht deelen : Sint-Joosten-Oode en Elsene, waarvan de kerken hulpkerken van Sinter-Goedele waren; Schaarbeek, Sint-Gillis, Vorst, Anderlecht, Molenbeek en Laken. Het besluit van het Comité van openbaar welzijn, dat de nieuwe omschrijving van België regelt, in dato van den 14ⁿ fructidor jaar III, en het Concordaat van 1801, hebben ze alle opgericht, het eerste als gemeenten, het tweede als parochiën (1). »

(1) HENNE EN WAUTERS, *Histoire de la ville de Bruxelles*, bkd. III, bldz. 20, Brussel, 1845. Zie verder de *Vorstelijke brieven* van Albert en Isabella, 27 Januari 1614; het arrest van den Hoogereren Raad van Brabant, 4 Maart 1748, en de *Politieverordening* van 6 December 1759.

Het gevoelen der heeren Henne en Wauters werd gerechtelijk bevestigd, naar aanleiding van een eisch, door de stad Brussel ingesteld en strekkend om de *kuipen* van haren omtrek te doen bijdragen in de schulden, aangegaan tijdens de vereeniging, welke eisch verjaard werd verklaard door een vonnis der burgerlijke rechtbank te Brussel, in dato van den 18^e Juli 1846 (1). Te dier gelegenheid werd gevonnist dat de gewezen omtrek van Brussel bestond uit het grondgebied der stad en de acht aanpalende gemeenten : Sint-Gillis, Schaarbeek, Laken, Sint-Jans-Molenbeek, Anderlecht, Sint-Joos-ten-Oode, Elsene en Vorst (2).

Er valt op te merken dat Koekelberg, evenmin als Etterbeek, in dien omtrek waren begrepen, terwijl Vorst er toe behoorde.

Ook mag worden gewezen op een koninklijk besluit van 28 December 1893, genomen in uitvoering der wet van 18 Juli 1893, waarbij de werkmanswoningen, gelegen in de gemeenten Anderlecht, Sint-Jans-Molenbeek, Schaarbeek, Sint-Joos-ten-Oode, Elsene, Sint-Gillis en Etterbeek — ten minste in de gedeelten van die gemeenten, welke met de stad Brussel een zelfden omvang uitmaken, — op denzelfden voet worden vrijgesteld van hoofdelijken aanslag, provincie- en gemeentelasten wegens huurwaarde, deuren en vensters en mobilier, als de werkmanswoningen in de stad Brussel (3).

In dat besluit wordt de gemeente Laken niet vermeld.

Deze voorbeelden volstaan om te bewijzen dat er geen duidelijke en beslissende regel indeze bestaat, en dat men hoeft rekening te houden met de feiten, om de zaak in elk bepaald geval op te lossen.

KOEKELBERG.

De redenen, door de achtbare onderteekenaars van het wetsvoorstel ingeroepen om deze gemeente toe te laten tot het voordeel der wet van 1886, zijn de volgende :

« 1^o De burgemeester van Koekelberg wordt verzocht op al de vergaderingen der burgemeesters van Brussel en voorsteden, ten stadhuiŕe van Brussel ;

» 2^o De vervoerprijs per huurrijtuig van Brussel is van toepassing op gansch het grondgebied Koekelberg ;

» 3^o De vraag is ambtelijk opgelost door de koninklijke besluiten van 16 Februari 1880 en van 8 September 1891, betreffende het bezet Roger de Grimberghe, tot het oprichten van een godshuis voor zwakke kinderen te Middelkerke ;

» 4^o Een besluit der bestendige deputatie van den Provincieraad van

(1) *Belgique judiciaire*, IV, (1846), bld.z, 1196.

(2) *Pand. belg.*, bkd. XIV, v^o Bruxelles, n^o 10.

(3) *Ann. Parl.*, Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1900-1901, blz. 2566.

Brabant, gedagteekend 5 October 1898, betreffende eene opneming in een gasthuis, waarover geschil was opgerezen tusschen de gemeenten Anderlecht en Koekelberg, bevat zijnerzijds de volgende beweegreden :

« Aangezien de gemeente Koekelberg *eene agglomeratie uitmaakt* niet » enkel met Molenbeek maar ook met Anderlecht, en dat voor behoeftigen » die hunne onderstandswoon hebben *in de gemeenten die agglomeratie* » *uitmaken met de gemeente welke het hospitaal bezit*, de prijs geëischt » wordt van den dag onderhoud voor dit hospitaal bepaald;

» Besluit :

» De gemeente Koekelberg is verplicht aan de godshuizen van Anderlecht » terug te betalen de kosten voor verpleging van voormelde behoeftigen, » volgens het tarief bepaald voor het gasthuis van Anderlecht. »

Deze verschillende redenen, gevoegd bij het feit dat een aanzienlijk gedeelte van Koekelberg thans met Brussel eene onafgebroken rij van woningen uitmaakt, deed de Middenafdeeling eenparig besluiten tot aanneming van het haar onderworpen voorstel.

VORST.

Deze gemeente, welke, zooals hierboven is gezegd, deel uitmaakte van den Brusselschen omtrek, komt op de volkstelling van 31 December 1902 voor met 11,896 ingezetenen, dus wat meer bevolking dan Koekelberg.

Moet men door « agglomeratie » verstaan eene onafgebroken volgreeds van woningen, uitgaande van een centrum, dan valt er op te merken dat er geene onderbreking bestaat tusschen Brussel en het aanzienlijk aaneengebouwd gedeelte der nieuwe wijk van de Luttre-brug, gelegen op eenige minuten gaans van de Zuidstatie.

Staats spoorwegbestuur bestelt de goederen, die ter statie der Groendreef aankomen, slechts in Brussel en voorsteden, en gansch de wijk der Van Volxem-dreef, der verlengde de Mérode-sstraat en der aanpalende straten, dit alles onder Vorst, geniet dat voordeel.

De Nationale Bank doet, in het grootste gedeelte der nieuwe wijk van de Luttre-brug, hare onbetaalde wissels protesteeren door de deurwaarders die voor haar werken, terwijl vroeger deze protesten werden gedaan door de brievenbestellers, zooals ten plattelande gebruikelijk is.

De verzekeringsmaatschappijen kennen aan hare beampten te Vorst het gunsttarief toe van de beampten in Brussel en voorsteden, en weigeren het aan die ten plattelande.

De Brusselsche huurrijtuigen moeten, tegen denzelfden prijs als in Brussel en voorsteden, reizigers voeren naar de Van Volxem-dreef, tot aan de Molendreef.

Deze verschillende redenen overhaalden de Middenafdeeling om, met 3 stemmen en ééne onthouding, aan te nemen dat de wijziging der wet, gevraagd door Koekelberg, wordt uitgestrekt tot Vorst. Het valt niet te

betwifelen of het publiek, dat meermaals belangen heeft te Vorst en tevens in eene andere gemeente van den omtrek, voordeel zal vinden bij deze oplossing.

UKKEL.

Om dergelijke redenen, nam de Middenafdeeling, insgelijks met 3 stemmen en ééne onthouding aan, dat het ambtsgebied zou uitgestrekt worden voor de notarissen die ter gemeente Ukkel verblijven.

Deze gemeente, welke zich zoozeer uitbreidt en reeds meer dan 19,000 ingezetenen telt, is aan Brussel en voorsteden verbonden, langs de eene zijde door de Brugmann-dreef en langs de andere zijde door den steenweg van Alsemberg; anderzijds maken de aanzienlijke gehuchten Vleurgat en Langeveld, aan de voorstad Elsene en aan het grondgebied van Brussel palende, insgelijks deel uit van het grondgebied van Ukkel.

De Brugmann-dreef is de verlenging van den steenweg van Charleroi. Zonder merkbare onderbreking, strekt zij zich uit tusschen de woningen en in de orde harer aanduiding, onder de gemeenten Sint-Gillis, Vorst, Elsene en Ukkel.

De notarissen te Ukkel mogen geene akten opmaken in het gedeelte onder Elsene, dat het dichtst bij hunne verblijfplaats is gelegen, doch herkrijgen bevoegdheid in het verder afgelegen gedeelte, dat aan de gemeente Vorst behoort.

Daarenboven zijn de steenweg van Alsemberg en verschillende dreven en straten die dezen weg verbinden met de Brugmann-dreef en laatstgemelde met Terkamerenbosch, omzoomd door woningen, die elkander met korte tusschenruimte opvolgen, zoodat men zeggen mag dat gansch de streek, gelegen tusschen Terkamerenbosch en den steenweg van Alsemberg, deel uitmaakt van Brussel en voorsteden. De huizen zijn er meerendeels bewoond door personen die handels- en nijverheidsbelangen hebben te Brussel en in de voorsteden, en de notarissen te Ukkel, aan wie deze personen hunne belangen toevertrouwen, worden meermaals aanzocht om akten te verlijden binnen den omtrek waar zij niet mogen optreden.

Zoo komt het dat eigenaars van onroerende goederen, te Ukkel gelegen, vaak eischen dat de openbare veiling van die goederen geschiede ter verkoopzaal voor notarissen te Brussel.

Zoo komt het ook dat de notarissen van Ukkel niet mogen optreden in hunne registratie- en erfeniskantoren, beide te Elsene gelegen, wanneer de tusschenkomst van den ontvanger der registratie- of der erfenisrechten wordt vereischt, bij voorbeeld in akten van borgstelling, ontslag van panding, enz.

Insgelijks moeten zij de tusschenkomst vragen van een ambtgenoot in de stad of in eene voorstad, voor veilingen van gronden te Ukkel, die gedaan worden door vennootschappen, welker zetel in Brussel of de voorsteden is gelegen, en door krediet- en leeningmaatschappijen die in dezelfde voorwaarden verkeerden.

In die verschillende gevallen, waarin de notarissen te Ukkel de tusschenkomst van een bevoegden ambtgenoot moeten inroepen, aanvaarden de belanghebbenden niet steeds zonder ongenoegen de bemoeiing van een notaris, welken zij niet hebben gevraagd en die hun onbekend is.

Dus lijdt het algemeen belang door dien toestand en is de door de Middenafdeeling aangenomen hervorming gerechtvaardigd.

SINT-PIETERS-JETTE EN SINT-LAMBERTS-WOLUWE.

Beide gemeenten verloren allengskens haren aard als landelijke gemeenten en versmelten zich steeds meer met Brussel en voorsteden. Evenwel is deze versmelting niet groot genoeg om de Middenafdeeling raadzaam te doen achten thans aan de Kamer te vragen dat zij zouden gelijkgesteld worden met de gemeenten welker bevoegdheid wordt uitgebreid.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

ED. NERINCX.



Texte amendé par la section centrale.

ARTICLE UNIQUE.

L'article 2 de la loi du 18 mars 1886 est complété par l'adjonction des mots « Koekelberg, Forest, Uccle » après le mot « Schaerbeek ».

Tekst door de middenafdeeling gewijzigd.

EENIG ARTIKEL.

Artikel 2 der wet van 18 Maart 1886 wordt aangevuld door toevoeging van de woorden : « Koekelberg, Vorst, Ukkel » achter het woord : « Schaarbeek ».

